

**DISCOURS À LA NATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT
S.E.M Jean PING**

(INDEPENDANCE 2019)

Mes chers compatriotes,

Ce Samedi 17 août 2019, notre pays commémore le 59ème anniversaire de son accession à l'indépendance nationale.

A juste raison, la fête de l'indépendance nationale est un temps du souvenir, de joie, d'allégresse et de réjouissance collective légitime.

C'est aussi un moment privilégié qui invite chacun de nous à revisiter la dimension de son patriotisme et à donner le meilleur de lui-même en vue du renforcement de la cohésion nationale.

Il doit en être toujours ainsi.

En cette occasion historique, il me revient, en ma qualité de Président élu de la République, de m'adresser à la communauté nationale que nous constituons.

Je voudrais, d'emblée, redire avec force et conviction, que je demeure entièrement disposé, ainsi que j'en avais pris l'engagement solennel en 2016, à contribuer à mettre chaque Gabonais et chaque Gabonaise à l'abri de la peur et du besoin. Cette peur qui continue à nous habiter, ce besoin qui est plus que jamais d'actualité.

De cette profession de foi, croyez-moi bien, je ne me départirai jamais.

En ces temps particulièrement troublés de l'histoire de notre pays, au moment où le doute et l'incertitude se sont installés dans l'esprit d'un grand nombre de nos compatriotes, les devoirs de ma charge m'imposent à nouveau de mobiliser la communauté nationale autour de la précieuse idée que jamais le Gabon ne doit sombrer.

Son inéluctable destinée est d'avancer résolument vers le progrès et la prospérité qui lui tendent les bras.

Notre responsabilité majeure nous commande aujourd'hui plus qu'hier de travailler à l'unisson, quel que soit notre bord politique, pour conjurer le spectre de la déchéance qui guette notre pays.

C'est le sacrifice auquel le Gabon nous appelle tous aujourd'hui. C'est aussi le prix à payer pour conserver pleine et entière, la confiance que les pays amis et tous nos partenaires placent en nous.

Nous devons inlassablement avoir pour le Gabon, notre pays, le plus grand rêve, la plus grande ambition, la plus grande passion, afin que rien ne parvienne jamais à ébranler l'ardeur et la vigueur de notre amour pour lui.

Il nous faudra toujours, de génération en génération, poursuivre l'exaltante œuvre de consolidation de l'indépendance nationale de notre pays, et conjuguer nos efforts en ce sens avec la conscience d'une responsabilité historique accomplie.

Aujourd'hui, la constance, la persévérance et le courage dont nous avons fait preuve, au milieu de périls en tout genre, nous conduisent inexorablement vers l'issue favorable de notre lutte.

Je voudrais vous en féliciter chaleureusement.

Mes chers compatriotes,

Chacun de nous en a conscience : le pays est gravement abimé, le moral des Gabonais est en berne, les valeurs fondatrices de la République ont été liquidées.

Le Gabon, hier si fièrement admiré à l'extérieur, devient aujourd'hui la risée du monde.

Jamais un pouvoir n'a été autiste à ce point, campant aussi allègrement dans l'absurdité, dans l'ambiguïté, dans l'inacceptable, dans la transgression.

Jamais auparavant dans notre pays le besoin de liberté ne s'était exprimé avec autant de force et d'intensité.

Jamais auparavant dans notre pays le besoin de paix et de sécurité ne s'était exprimé avec autant de force et de conviction.

Jamais auparavant dans notre pays le besoin de justice et de cohésion nationale n'a occupé autant de place dans les esprits des Gabonaises et des Gabonais.

Jamais auparavant dans notre pays la pauvreté, la précarité et l'incertitude du lendemain n'ont été à ce point le lot quotidien de nos compatriotes, qu'ils aient une activité professionnelle ou non, dans les villes comme dans les campagnes.

Jamais auparavant dans notre pays, le pillage et le détournement de l'argent et des biens publics ainsi que l'enrichissement illicite n'ont été autant décriés, sans que leurs auteurs n'encourent la moindre sanction.

Mes Chers compatriotes,

Un vent criminel s'est levé il y a trois ans, fauchant délibérément nos filles et nos garçons, nos frères et nos sœurs. Certains de nos compatriotes ont été brûlés vifs.

Une véritable rafle s'est déchainée sur nos compatriotes provoquant l'arrestation de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes et de vieux.

Les souffrances, les pleurs et les drames du peuple gabonais ont franchi le seuil du tolérable.

Il est devenu urgent de libérer notre pays et de le sortir de ce tableau macabre.

C'est un impératif national.

Voilà pourquoi j'en appelle, ici et maintenant, comme l'ont déjà fait les leaders de la Coalition pour la Nouvelle République, à un véritable sursaut national, à l'Union Sacrée pour sauver la Patrie en danger.

C'est un devoir patriotique que nous avons l'obligation d'accomplir.

Nous devons le faire aussi pour nos prédécesseurs qui nous ont légué le Gabon en héritage, et qui, de là où ils sont pour l'éternité, nous observent.

Nous devons le faire ensuite pour le Peuple gabonais qui pleure et qui souffre.

Nous devons le faire enfin pour les générations futures qui ne nous pardonneront pas d'avoir laissé faire.

C'est cet impératif national et ce devoir patriotique qui m'ont amené, il y a quelques temps, à rassembler autour de moi les partis politiques de la Résistance au pouvoir imposteur ainsi que d'éminentes personnalités de la Société civile.

Je salue ici les vrais patriotes qui, au sein du Parti Démocratique Gabonais, après s'être rendus à l'évidence, n'hésitent plus à dire qu'on ne peut plus continuer ainsi, que notre pays se meurt, et qu'il faut absolument faire quelque chose.

Mes chers compatriotes,

Dans le système politique qui est le nôtre, c'est le Président de la République, clef de voûte des institutions, qui conduit les destinées de la Nation et lui prête, le temps d'un mandat, son visage.

L'institution « Président de la République » est centrale dans l'organisation constitutionnelle politique de notre pays. C'est ce qui justifie que les exigences de légitimité, de légalité et d'effectivité lui sont capitales.

Or, depuis la dernière élection présidentielle du 27 août 2016, l'absence de ces vertus cardinales a définitivement et irrémédiablement ruiné l'autorité et le prestige de la plus haute charge de l'Etat. La fonction présidentielle est plus que jamais banalisée.

En effet, de notoriété publique, en plus d'avoir été honteusement usurpé par des gens venus d'ailleurs, le pouvoir présidentiel est quasiment vacant depuis le mois d'Octobre 2018.

C'est une vérité que tous les jeux de scène qui nous sont présentés ici et là ne sauraient dissimuler. La vérité n'a pas de tombe !

Chacun de nous constate aujourd'hui que ce pouvoir présidentiel illégitime fait désormais l'objet d'une deuxième usurpation, toujours et encore par des gens venus d'ailleurs ; chacun de nous constate avec amertume comment le tragique le dispute au pathétique.

La gestion du pays est désormais entre les mains d'un groupuscule de repris de justice qui pillent sans vergogne les richesses nationales, sèment la discorde, répandent la peur et la haine dans ce Gabon, notre cher pays, réputé pour être un havre de paix et de concorde pour tous.

Et comme si cela ne suffisait pas, voilà qu'un Directeur de cabinet, habité par la folle ambition de devenir calife à la place du calife s'illustre, chaque jour au sommet de l'Etat, par des comportements qui frisent l'excès et la mégalomanie.

Rien n'est épargné à son passage. Il tente chaque jour de toujours contrôler et de maîtriser les centres stratégiques de l'Etat.

Les finances publiques et le Trésor de l'Etat sont à sa main. Les principales institutions de la République sont désormais régentées par lui : à l'Assemblée Nationale, il devient le faiseur de députés et de groupes parlementaires ; au Gouvernement, il n'hésite plus à s'arroger la prérogative de nommer et de démettre les Ministres.

Ma préoccupation la plus profonde ainsi que celle des partenaires et des amis du Gabon, c'est cette réalité pitoyable qui discrédite nos institutions.

Le peuple gabonais n'attend pas de moi que je m'abaisse à des considérations sur des individus qui valent si peu par les actes qu'ils posent au sommet de l'Etat, devenu leur chose, leur objet de plaisir jouissif.

Le peuple gabonais adulte, est lui-même conscient de ce qui se déroule sous ses yeux. Il nous interpelle tous, il adresse ses récriminations à toute la classe politique, aux forces vives de ce pays, aux élites trop souvent en retrait du débat public.

Les pays amis du Gabon sont aussi questionnés par le peuple gabonais ces amis du Gabon, qui, comme l'UE ont tant apporté à notre combat depuis trois ans.

C'est le lieu ici d'interpeler la Communauté Internationale, notre partenaire historique, la France en particulier, pour qu'elle prenne ses responsabilités en raison de ses rapports particuliers avec le Gabon. Il est évident que ce pillage organisé constitue inévitablement une menace certaine pour les intérêts de tous nos partenaires au développement. Nous ne pouvons plus continuer ainsi. Nous ne devons plus continuer ainsi.

Il n'y a pas d'autre issue que d'engager le pays dans la voie que le suffrage universel librement exprimé lui a dessinée en 2016. L'usurpation consécutive au coup d'Etat militaro-électoral de 2016 et l'imposture actuelle, née de la débâcle et de l'impasse de cette même usurpation, doivent prendre fin.

J'en appelle donc solennellement au sens élevé des membres des institutions chargées de déclarer la vacance du pouvoir pour qu'elles le fassent avec courage et sans plus tarder.

Mes chers compatriotes,

Dans la perspective de la restitution du pouvoir à celui que vous avez élu, j'ai toujours considéré que la diplomatie est une arme. La détermination et la patience inébranlable, complètent le dispositif au sommet duquel je place la diplomatie.

J'en ai fait des Armes de Destruction de la Dictature et de l'Usurpation. J'en ai fait, comme le peuple Gabonais l'a bien compris au bout de trois ans, une force irrésistible sur laquelle ce peuple est adossé, sûr et certain de sa victoire.

De quelque côté que je me tourne, vers mes compatriotes à qui j'ai adressé mon Appel au Rassemblement de novembre 2018, ou en regardant vers les amis du Gabon, notamment vers le partenaire historique du Gabon... aux uns et aux autres, j'ai donné tous les gages et toutes les assurances.

J'ai passé tous les obstacles, levé tous les doutes mérités ou non.

J'ai renouvelé toutes les garanties pour que le Gabon ait droit à la passation pacifique du pouvoir que tout peuple souhaite après des élections, d'une part; pour que le Gabon poursuive sa coopération au service de son développement, dans l'intérêt bien compris de nos partenaires, d'autre part.

C'est donc le lieu solennel de dire à l'unisson, forces vives de l'intérieur et partenaires fidèles du Gabon, que l'heure est venue de donner un signal au peuple gabonais.

Le peuple gabonais a mûri dans cette épreuve qui n'est pas la première depuis bientôt soixante ans d'existence de l'Etat gabonais. Le peuple gabonais est prêt et avec lui, les forces vives de la Nation à se rassembler à nouveau autour des idéaux de transparence, de justice, de réconciliation et de paix.

Pour ma part je suis prêt avec à mes côtés, les hommes et les femmes que j'ai préparés au sacerdoce qui les attend, au service du redressement du pays.

L'heure est venue pour le Gabon de retrouver la marche de sa destinée.

Cette destinée, j'en suis le dépositaire, par la volonté souveraine des Gabonaises et des Gabonais, depuis le 27 août 2016. Je suis prêt à servir le peuple gabonais.

C'est donc confiant en l'avenir glorieux de notre pays que je souhaite à vous tous, Gabonaises et Gabonais, mes chers compatriotes, en dépit des humiliations et des souffrances du moment, une bonne fête de l'indépendance nationale.

Vive le Gabon éternel,

Vive la République,

Que Dieu bénisse notre pays !